

PLACE PUBLIQUE

VOL. 2, N° 5

JUILLET 1995

GRATUIT / FREE
16 000 LECTEURS / READERS

CONCOURS:
Gagnez un voyage
à Montréal

**Contest: Win a trip
to Montreal**

page 4

Les déchets:
la maladie du
gaspillage

**Garbage: The
waste syndrome**

page 6

Moi, ma santé

Me & My Health

page 9

*Vivre l'été!
And the living
is easy!*

shawarma
shish taouk

RESTAURANT

FARROUJ

Cuisine Libanaise

Jus 100% naturel

Falafel et plats végétariens

الفروج

La Cité • Tél.: (514) 285-8729
3575, av. du Parc, Montréal H2X 3P9

le BAGEL

Gratuit!
3 BAGELS*
Free!

Les Galeries du Parc, 3575 Ave. du Parc
(coin Prince-Arthur) • Tél.: 845-9992

La nouvelle et la plus originale boulangerie-café-bagel.

15 variétés d'excellents bagels new-yorkais
fraîchement cuits sur les lieux

Nature • Pavot • Sésame • Sel • Ail • Oignon • Tout
garni • Blé entier • Cannelle-raisin • Cannelle-pomme •
Seigle • Seigle noir • Bleuet • Pesto • Tomate séchée

* Avec tout achat de 1,99 \$ ou plus (taxes en sus),
sur présentation de ce coupon. L'offre se termine le 31 juillet 1995.

ZORBA

S O U V L A K I

200 St-Viateur Ouest
Montréal (Québec)
271-5520

depuis/since 1976

The best souvlaki restaurant

Venez déguster nos spécialités. • Come and taste our specialties.

SUPERMARCHÉ

Nascimento & Brito Reg'd

BIÈRES ET
VINS FROIDS

67 Prince Arthur Est
☎ (514) 845-5751

- OUVERT 7 JOURS/SEMAINE DE 7H30 À 23H
- OPEN 7 DAYS A WEEK
- Livraison gratuite pour commande de plus de 35 \$
- Free delivery for orders over \$35
- SPÉCIAUX TOUS LES JOURS
- SPECIALS EVERY DAY

PLEXUS FRIPE

RÉTRO • GOGO • DISCO
FUNKY • SKATE • PEACE
SOULIERS '70 SHOES • LOGO T-SHIRTS ET PLUS !

151 Mt-Royal Est, Mtl H2T 1P2 • 499-3929

2 • PLACE PUBLIQUE • Vol. 2, n° 5 • Juillet 1995



COURRIER TO THE EDITOR

LE TANTRA EXAGÈRE...

Les citoyens de la rue Guilbault ont tout à fait raison de se plaindre de la situation qui leur est imposée par les propriétaires du bar Tantra. Je suis allé à cette discothèque et j'ai constaté à quel point la décision du bar d'avoir sa porte principale à l'arrière affecte le quartier. Il ne faut pas avoir de coeur pour ne pas comprendre le bon sens...

Richard Tremblay

TO THE EDITOR

Tantra, a bar opened recently with an address at 40 Pine Avenue West, uses the old service door and fire exit on Guilbault Street as its principal entrance. In order to attract clientele, the proprietors set up illegal cordons on the sidewalk; take over resident parking before 11 pm; illegally park high-status cars in front of fire hydrants; and in general create an atmosphere destructive of the former peace and quiet of this sidestreet and its environs. Closing time is a nightmare for local residents, who wake up to drunken revelling and can count on their house fronts being used for further partying and garbage disposal. City officials haven't been much help, and police do nothing about infractions. Now the owners are requesting permission to double their

Controverse: Amis ou parasites? Controversy: pets or pests?



capacity. Neighbourhood residents have formed a committee to fight back and hope at least to stay the growth of this social cancer.

Hanford Woods
Guilbault Street

BOURQUE DOIT S'EXPLIQUER!

À la lecture de la chronique *Au Conseil de ville* je m'interroge sur les capacités de l'administration en place à gouverner. J'estime que l'improvisation démontrée dans le dossier du patrimoine n'est que la pointe de l'iceberg. Avons-nous élu un maire ou un illuminé? Félicitations pour votre journal et continuez votre bon travail.

Charles Panneton

MONSIEUR LE RÉDACTEUR,

J'ai récemment lu l'édition de juin de votre journal *Place publique*. J'y ai trouvé un journal communautaire qui présente bien le visage de son quartier, se préoccupe de l'amélioration de la qualité de l'environnement urbain tout en donnant une place importante à la vie communautaire. J'ai apprécié ce contenu intéressant de même que la qualité de sa présentation graphique. Je souhaite longue vie à *Place publique*!

Odette Viens
Dir. Générale
Projet Changement



Vous pouvez nous rejoindre!

You can reach us!

Téléphone : 844-6917

Fax : 849-3109

c.p 746 succ du Parc
Montréal H2W 2P3

PLACE PUBLIQUE

Place publique est publié avec le support de la S.D.C. Milton-Parc et la Sodéc Montréal, deux corporations à but non-lucratif. Le journal paraît à tous les mois et se veut un véhicule d'informations qui nous fait mieux nous connaître, nous aide à nous réunir afin de discuter et d'agir sur notre présent et notre avenir.

Place publique is published in cooperation with S.D.C. Milton-Parc and Sodém Montreal, two non-profit corporations. The newspaper is published monthly as a tool to circulate information, to learn more about each other, and to help bring us together to discuss and act upon our present and future.

Coordination:
Clément Schreiber
Rédacteur en chef / Chief Editor:
Alain Labelle
**Rédactrice anglophone/
English Editor:**
Ariel Harper

**Comité de rédaction/Editorial
Committee**
Bernard Bourbonnais, Lucia Kowaluk,
David Lee, Danièle Monfette, Dimitri
Roussopoulos, Clément Schreiber

Éditorialiste:
Dimitri Roussopoulos
**Collaboration à la rédaction/
Contribution:**
Claire Helman, Virginia Nixon,
Dinu Bumbaru, Serge Mongeau,
Chris Schoofs

Photos:
Page couverture/Front page:
Sébastien Bouchard

Autres photos/Other photos:
Société d'histoire et de culture de Mile-End,
Sébastien Bouchard, David Miller

Traduction/Translation:
Annie Jaudin, Normand Lebeau,
Danièle Monfette

Révision/Proof-reading:
Annie Jaudin, David Lee

Responsable de la distribution:
Jean-Yves Girard

Comptabilité:
Armand Thibault

Infographie / Layout:
Sébastien Bouchard

Impression:
Payette & Simms

**Responsable
communication-marketing:**
Nicole Pageau

Place publique Milton-Parc est membre
de l'**Association des médias écrits
communautaires du Québec (AMECQ)**



Les mensonges qu'on nous raconte

L'État central de ce pays fait continuellement circuler de fausses informations à propos de la vraie cause de l'endettement public. Ces mensonges sont répétés si souvent que les gens commencent à les croire. Dans les quartiers comme le nôtre, la conviction que les dépenses publiques de l'État sont la cause de la dette est particulièrement nuisible. Par conséquent, nous avons le devoir public de la démentir.

Premier mensonge : Taxer les entreprises rentables fait chuter la croissance économique. Donc il faut couper les dépenses publiques, spécialement dans les programmes sociaux, pour rembourser la dette due aux banques, etc.

La dette fiscale du Canada n'est pas le résultat des dépenses publiques, et surtout pas de celles qui subviennent aux besoins sociaux. Depuis 1987, le gouvernement d'Ottawa a collecté un surplus de taxes, sauf pour le paiement des intérêts de la dette. Le Canada est l'un des pays les plus industrialisés du monde. Mais il est seulement au douzième rang pour les dépenses sociales. C'est tout juste généreux alors que nous sommes l'un des pays les plus riches du monde. Plusieurs commissions des Nations Unies ont pointé du doigt notre pays pour son manque d'implication au niveau social.

Deuxième mensonge : On nous dit que les programmes sociaux en place ne fonctionnent pas parce que le chômage reste très élevé et que les problèmes fondamentaux de la pauvreté persistent, comme celui de la malnutrition du million d'enfants ou plus dans ce pays. Les programmes sociaux sont conçus pour aider les personnes en difficulté. Pas pour résoudre les problèmes de la société, ni ceux de son économie. Sans ces aides, les souffrances humaines seraient encore plus grandes. Ce qu'il faut, c'est une société saine et bien informée, consciente de l'utilité sociale d'une construction économique forte et solide. Depuis le début de cette décennie, les puissances économiques industrielles les plus fortes sont celles qui dépensent plus d'argent que le Canada dans des actions sociales de toute sorte.

Troisième mensonge : L'État nous trompe constamment en nous disant par ses différents organismes que la seule façon de réduire la dette est de couper les programmes sociaux. Pendant ce temps, des faits importants sont ignorés. Par exemple, les revenus de taxes baissent parce que des «grands patrons» ne sont pas taxés honnêtement, et les taux d'intérêt élevés payés sur la dette publique sont contrôlés par la Banque du Canada, une institution publiquement responsable.

L'État peut réduire la dette publique et améliorer les programmes sociaux en travaillant avec les principales sociétés d'affaires pour créer des emplois décents. En effet, c'est ce qu'a proposé le Parti Libéral du Canada aux dernières élections fédérales. L'État peut aussi réduire les taux d'intérêt et obliger les entreprises et les riches à payer leur juste part de taxes. Ottawa pourrait récolter plus que 8,7 milliards de dollars de nouveaux revenus publics, en fermant les échappatoires fiscales et en taxant les riches équitablement.

C'est la conclusion des économistes progressistes du pays qui ont participé à la préparation de l'"Alternative Federal Budget 1995", publié par le «Canadian Centre for Policy Alternatives» (centre canadien pour des alternatives politiques) à Ottawa.

En période de besoin, l'entraide est une impulsion humaine fondamentale. Cela doit être une entreprise communautaire. C'est ce que nous appelons la solidarité. Les programmes sociaux que notre société possède sont un minimum requis. Ces programmes peuvent et doivent être améliorés de plusieurs façons. L'une des meilleures devrait être de garantir un revenu annuel.

Pendant ce temps, nous devons connaître les faits. Des pays comme la Norvège, la Suède, le Danemark, l'Allemagne, et d'autres, ont des taux de chômage largement inférieurs à ceux du Canada. Tous ces pays dépensent plus de fonds publics dans des programmes sociaux. Il est naturel pour l'homme d'être créatif et, de ce fait, d'entreprendre un travail expressif. Les programmes sociaux ne réduisent pas nécessairement le désir des gens pour un travail utile. Le défi est d'avoir une économie proposant beaucoup d'emplois utiles et convenablement rémunérés. Notre situation actuelle repose sur une philosophie économique de profit, une politique fiscale d'intérêts strictement personnels qui ne sert qu'un petit nombre de gens, et l'acceptation de mauvais accords commerciaux. Tout ceci ne conduit qu'à plus de troubles et de malheurs. ♦



Some Lies We Are Told

The central State in this country continually circulates misinformation about the true cause of the public debt. These lies are repeated so often that some people who should know better begin to believe them. In neighbourhoods like our own, the belief that public spending by the State is the cause of the debt is particularly harmful and therefore we have a public duty to counter it.

LIE #1: Taxing profitable corporations slows down the growth of the economy; therefore public spending must be cut, especially in the area of social security programmes, in order to repay the debt owed to the banks, etc.

Canada's fiscal debt is not caused by public spending, especially not in maintaining a social security programme. Since 1987, the government in Ottawa has collected a surplus in taxes except with regard to interest payments on the debt. One of the most industrialised countries in the world, Canada is only 12th in the area of social security spending, which is hardly a

generous standing even though we are one of the richest countries in the world. Various United Nations commissions have already singled out this country for its poor record in a number of areas of social concern.

LIE #2: We are told that the social security programmes in place are not working because unemployment remains very high and because basic problems of poverty, such as malnutrition among the million or more children of this country, persist.

Social security programmes are meant to protect people in difficult circumstances, not to solve the problems of society and its economy. Without these programmes human suffering would be even worse. What is needed is a healthy, well-educated citizenry which feels a part of a social purpose that includes building a strong, sustainable economy. Since the beginning of this decade, the strongest industrialised economies were those which spent more money than Canada on social security programmes of all kinds.

LIE #3: The State constantly misinforms us by saying through its various agencies that the only way to fight the debt is to cut social security programmes.

The important facts, meanwhile, are ignored, these being declining tax revenues because the big boys are not taxed honestly and the high interest rates paid on the public debt are controlled by the Bank of Canada, a publicly-accountable institution.

The State could reduce the public debt and improve social security programmes by working with the main business corporations to create decent jobs. Indeed, this is what the Liberal Party of Canada stated as its intention during the last federal elections. The State could also reduce interest rates and force corporations and the rich to pay their fair share of taxes. Ottawa could gather more than \$8.7 billion in new pub-

lic revenues if it closed tax loopholes and taxed the rich fairly. This is the conclusion of the progressive economists across this country who participated in the preparation of the "Alternative Federal Budget 1995", published by the Canadian Centre for Policy Alternatives in Ottawa.

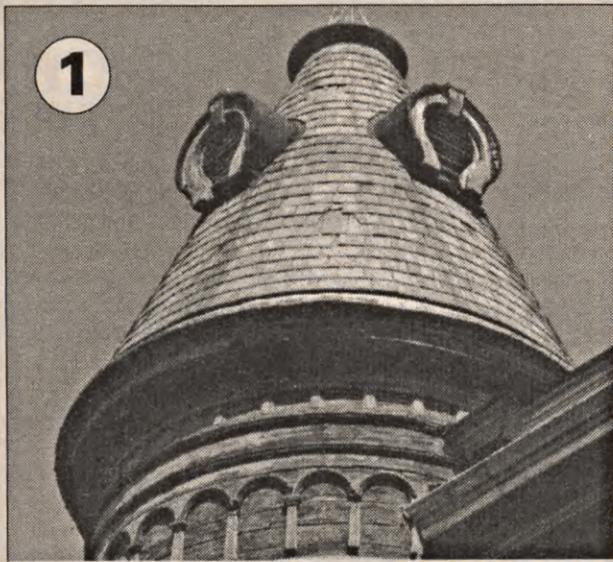
Helping each other in times of need is a basic human impulse. It must be a community undertaking. It is part of what we mean by solidarity. The social security programmes that our society has in place are the bare minimum forms of assistance. These programmes can and should be improved in a variety of ways. One of the best would be to introduce a guaranteed annual income.

In the meantime we should know the facts. Countries like Norway, Sweden, Denmark, Germany, and others have significantly lower unemployment rates than Canada. All these countries spend more public funds on social security programmes. It is natural for human beings to want to be creative and thus to undertake meaningful work. Social security programmes do not necessarily reduce a person's desire for useful work. The challenge is to have an economy with plenty of useful jobs that are also decently rewarded. Our present situation is based on a predatory economic philosophy, narrowly self-interested fiscal policies which serve the few, and bad trade agreements, all of which add up to more trouble and unhappiness. ♦





CONCOURS CONTEST



1



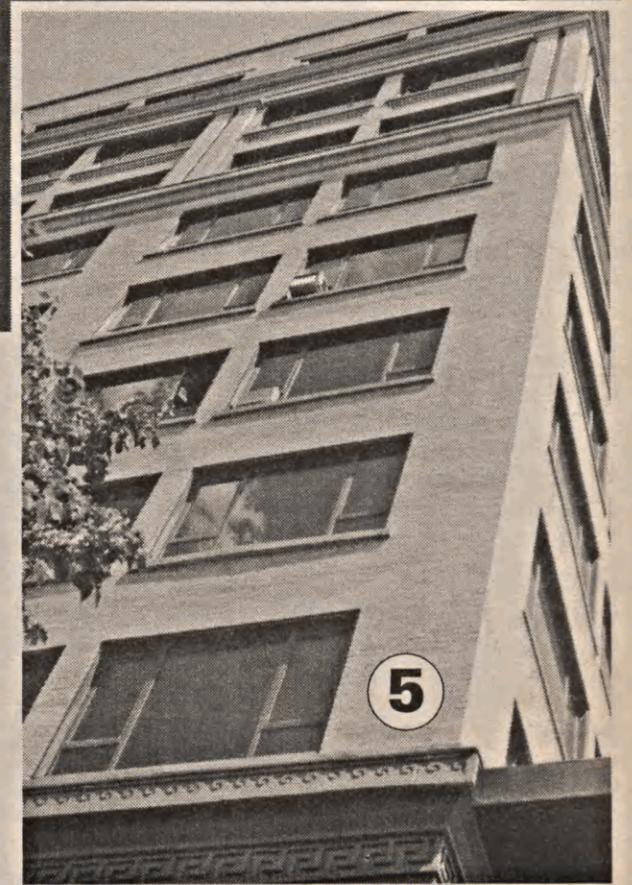
2



3



4



5

Vous pensez connaître votre quartier? Identifiez ces photos dans une courte lettre avec votre nom, adresse et numéro de téléphone et vous pourriez **GAGNER**

Voyage à Montréal Montreal Getaway

Fin de semaine pour deux

Weekend for two

Think you know the neighbourhood? Identify these photographs in a short letter with your name, address and phone number and you could **WIN**

C'EST FACILE!

1. Identifier les photos et envoyer vos réponses à: Concours Place publique, C.P. 746, Succ. du Parc, Montréal, Québec, H2W 2P3. Vous devez envoyer vos réponses avant le 13 août 1995.
2. Les réponses correctes feront l'objet d'un tirage le 14 juillet 1995.
3. Profitez-en pour nous envoyer vos commentaires sur le journal.

AVEC LA PARTICIPATION DE :

LE MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN: Un laissez-passer valide durant toute la fin de semaine!
RESTAURANT EL GITANO: La fine cuisine espagnole fera le plaisir de vos papilles gustatives.
GRAY LINE TOURS: Une visite de trois heures de Montréal.
HÉRITAGE MONTRÉAL: Une exploration du boulevard Saint-Laurent. Voyez la main sous un jour nouveau...
LE BAGEL: Déjeuner deluxe dans une atmosphère relax pour deux.



Passez deux nuits formidables avec la personne de vos rêves et profitez du club de santé! Accommodations for two for two nights with full Health Club privileges

IT'S EASY:

1. Identify the photos and send your entry, marked «CONTEST», to Place publique, C.P. 746, Succ. du Parc, Montréal, Québec, H2W 2P3. All entries must be received by August 13th, 1995.
2. Correct entries will be entered in a drawing to take place August 14th, 1995. Winners will be notified by telephone.
3. Send us your comments as well!

WITH THE PARTICIPATION OF:

LE MUSÉE D'ART CONTEMPORAIN: a weekend pass for two
RESTAURANT EL GITANO: a gourmet dinner for two- enjoy elegant Spanish cuisine
GRAY LINE TOURS: a three-hour tour of Montreal
HERITAGE MONTREAL: an exploration of Saint Lawrence Boulevard: see the Main for the first time!
LE BAGEL: a deluxe breakfast for two in the most laid-back bagel café.

Les fours tandooris: la saga se poursuit

PAR ARIEL HARPER

Un changement dans la législation sur la construction a bien failli «mettre le feu» à la polémique des fours tandooris de Mile-End.

Le conflit, qui a commencé en 1993 entre le Service des incendies et les restaurateurs de la communauté indienne, aurait pu être résolu l'année dernière, quand il fut décidé d'aligner le code des lois sur la construction avec les standards nationaux, éliminant ainsi le règlement que le juge Pierre Denault avait déclaré «abusif et injustifié». Il aurait pu être réglé au début de cette année, quand le juge de la Cour Suprême Claire Barrett-Joncas renversa le jugement d'origine en se basant sur une loi en faveur du Service des incendies. Personne ne fit les recherches pour découvrir la modification de loi, connue sous le nom de standard 96, qui permet l'usage d'une hotte de ventilation avec un système d'extinction automatique d'incendie, à la place de la coûteuse cheminée séparée pour les fours à grillades, exigée par l'ancien code. (Les tandooris, qui sont ronds, ne peuvent pas être équipés de telles cheminées). Quoi qu'il en soit, cette affaire a coûté des milliers de dollars de frais juridiques à Fakhrul Choudhoury, le propriétaire du restaurant du boulevard Saint Laurent «The golden curry house», qui se bat pour avoir le droit de continuer à

utiliser le four tandoori, pièce maîtresse de la cuisine indienne centenaire. Cette histoire a également coûté une somme considérable aux contribuables. Et ce n'est pas encore fini.

Une note est parvenue récemment à tous les restaurants équipés d'un four à grillades séparé, (et pas seulement les tandooris), les avisant du changement au code de construction et de l'option du système hotte-et-ventilation. Mais, puisque l'affaire de la «Golden curry house» est encore ouverte, la ville de Montréal refuse d'abandonner les poursuites, comme elle le devrait. Le maire n'a pas daigné répondre aux nombreuses questions d'Helen Fotopoulos, la conseillère de Mile-End, pour discuter de cette affaire.

«Il n'a même pas eu la courtoisie de répondre à une collègue élue», dit madame Fotopoulos. «Selon mon point de vue, cette affaire peut être réglée en cherchant des solutions pratiques et en réunissant les deux parties autour des faits». Elle propose de demander la création d'un comité de recherche de 60 jours pour voir ce que pratiquent les autres villes par rapport aux tandooris afin de trouver une conclusion rapide à cette bagarre légale. «Mais ceci est devenu un cas-type maintenant pour d'autres villes, si bien que monsieur Bourque cherche une solution légale mais aussi pratique».

L'insistance de monsieur Bourque crée un précédent juridique qui pourrait coûter très cher en taxes aux contribuables. The Committee for Race Relations (comité des relations ethniques) (CRIMM) n'est pas content de ce qu'il perçoit comme une discrimination. Le docteur Gowri Sankaran, du National Association of Canadians with Origins in India (NACOI) (Association nationale des canadiens d'origine indienne) voit dans le zèle du Service des incendies à renforcer les lois, une intention délibérée d'éliminer la cuisine indienne à Montréal. «Il n'y a jamais eu de problème avec un tandoor,» déclare-t-il avec amphase. (En fait, il y a eu trois incidents mineurs durant ces cinq dernières années). «Je ne proposerais jamais quelque chose de dangereux». Mais Ronald Dubeau du Service des incendies dit que les tandooris peuvent être dangereux, à cause des liquides très inflammables issus des vapeurs de graisse et des dépôts de créosote, lesquels peuvent réduire les conduits de ventilation existants. Le système hotte-et-ventilation devrait supprimer ce problème. Conséquence de la rédaction de cet article, monsieur Dubeau a parlé avec le docteur Sankaran pour s'efforcer d'expliquer la position du Service des incendies et pour ouvrir le dialogue avec la communauté indienne. Une démarche positive. Quand donc le maire Bourque fera-t-il la même chose? ♦

Tandoori Troubles: A Continuing Saga

BY ARIEL HARPER

A change in the building code by-laws has failed to put out the flames in the Mile End tandoori oven controversy, as the city's Fire Department continues to press charges against Indian restaurant owners.

The conflict began in 1993 when the Fire Department decided to enforce a by-law which requires the use of a separate chimney for roasting ovens, which Indian restaurateurs claim is impossible to attach to tandoori ovens. This affair has cost Fakhrul Choudhoury, the owner of the Golden Curry House Restaurant on Saint Lawrence Boulevard, thousands of dollars in legal fees, battling for his right to continue using the tandoori oven, mainstay of his centuries-old Indian cuisine.

According to Helen Fotopoulos, city councillor for Mile-End, this conflict could have been resolved last year, when it was decided to bring Montreal building code bylaws in line with national standards. Those national standards, Fotopoulos pointed out, allow the use of a hooded ventilation system

with sprinklers instead of the costly chimney demanded by the old code.

The Fire Department sent out a notice recently to all restaurants with roasting ovens (not only tandooris), advising them of the changes to the building code and the optional hood-and-vent system.

But because the case against the Golden Curry House is still open, the City of Montreal refuses to drop the charges against them. Fire Department officials declined to comment on a case in progress.

The Mayor has not deigned to respond to the many requests of Mile End Councillor Helen Fotopoulos to discuss the matter.

«He has not even granted me the courtesy of responding to an elected colleague,» said Fotopoulos. «As I see it, this matter could be handled by looking for practical solutions and by all the parties sitting down together with the facts.»

«This has become a test case now for other cities, and so Bourque is looking for a legislative resolution rather than a practical one.»

Bourque's insistence on setting a legal precedent may cost more than tax money.

Dr. Gowri Sankaran, president of the National Association of Canadians with Origins in India, sees the Fire Department's zeal in enforcing the bylaw as a deliberate attempt to extinguish Indian cuisine in Montreal.

«There has never been a problem with the tandoor,» he said. (In fact, there have been three minor incidents in the last five years.) «I would never advocate something that was dangerous.»

Fire Department spokesperson, Ronald Dubeau, maintained that tandooris are potentially dangerous, because of highly-flammable liquified grease vapors and creosote build-ups which can narrow existing ventilation shafts.

The hood-and-vent system, already in place at the Golden Curry House, would eradicate this problem.

Dubeau has spoken with Sankaran in an effort to explain the Fire Department's position and to open dialogue with the Indian community. Helen Fotopoulos has scheduled a round-table discussion with the restaurant owners and NACOI.

Bourque, who assumed personal responsibility for intercultural and race relations, has yet to comment on the issue. ♦

VIE MUNICIPALE CITY LIFE



Au Conseil de ville

Par ARIEL HARPER

C'est chaud à Mile-End ces jours-ci, et pas seulement à cause des fours tandoori! L'affaire de la librairie Mile-End continue de faire jaser. Il semble que la ville ne remboursera pas au Diocèse anglican de Montréal les taxes qu'il a payées pour les terrains qu'il avait gracieusement laissés à la ville pour qu'elle les utilise comme parkings, et ce jusqu'à ce qu'elle achète le bâtiment adjacent à l'Église de l'Ascension pour en faire l'actuelle librairie. La conseillère du RCM, Helen Fotopoulos, et le contrôleur du Diocèse David Blunt ont entretenu une correspondance active et décevante avec le bureau du Maire à propos du parking de la librairie, qui avait été dessiné par un architecte paysagiste du nom de Bourque...

...

Suite des nouvelles de la rue Guilbault : les citoyens du quartier viennent d'apprendre que les propriétaires du bar le Tantra se sont adressés à la Régie des alcools pour obtenir l'autorisation d'augmenter le nombre maximum de clients qui passerait de 188 environ à 453 personnes. Les citoyens de la rue Guilbault ne sont pas heureux et font circuler une pétition pour empêcher cette augmentation. (Voir Courrier.) Nous attendons les réactions de Michel Prescott, le conseiller indépendant de Jeanne-Mance...

...

Les pigeons qui se perchent sur les clochers, ou qui se gavent de quantités industrielles de pain dans les jardins sont plus picaresques que décoratifs. Ils transportent plusieurs sortes de parasites qui sont nuisibles aux humains comme aux autres animaux. Et le pain que les gens leur donne attire les rats et les coquerelles. Le curé Jacques Goulet, de la paroisse Saint-Enfant-Jésus à Mile-End a demandé officiellement que la ville fasse QUELQUE CHOSE pour réduire le nombre de pigeons à Montréal. Ils y a déjà quelques faucons dans le ciel de Montréal... Quelle solution la Ville prendra-t-elle?

...

Mile End's hot these days, and not just from tandoori ovens: the Mile End Library tax flap continues. It seems that the City will not reimburse the Montreal Anglican Diocese for taxes paid on land which the Church has graciously allowed the City to use as a park since it bought the adjacent Church of the Ascension building to convert into the present library. MCM Councillor Helen Fotopoulos and Diocese Comptroller David Blunt have carried on a lively and frustrated correspondence with the Mayor's office about the library park, which was designed by a landscape architect named Bourque....

...

More news of Guilbault Street: the citizens of Guilbault Street have just learned that the bar Tantra's owners have applied to the Régie des Alcools for a permit to increase the maximum number of patrons from approximately 188 to 435 people. (The Tantra, if you recall, has had crowds of several times that number on weekends and is now open on Sundays.) The good citizens of Guilbault Street are not happy. (See Letters to the Editors.) They've called the police, to no avail. They've begun circulating another petition. We await comment from Michel Prescott, the independent councillor for Jeanne-Mance....

...

«Feed the birds, tuppence a bag...» Not in Montreal, you don't. The pigeons roosting on steeples or chowing down in parks on industrial quantities of bread are more picaresque than picturesque. Apparently they carry several kinds of parasites which can be harmful to human beings as well as other animals, and the bread attracts rats and roaches. Fr. Jacques Goulet, of the Saint-Enfant-Jesus Church in Mile End, has requested formally that the City do SOMETHING about the numbers of nesting pairs in Montreal, but what? Signs have been posted, but there is no regulation on the books yet. More news as we get it....

Inside City Hall

By ARIEL HARPER

Juillet 1995 • Vol. 2, n° 5 • PLACE PUBLIQUE • 5



Les déchets: symptômes de la maladie du gaspillage

PAR ALAIN LABELLE

Notre société est en une de consommation. De toute évidence, les objets que nous utilisons ne sont pas conçus pour durer des dizaines d'années. Nos automobiles, nos réfrigérateurs, nos séchoirs à cheveux ont une durée de vie fixée par le fabricant qui espère bien, qu'après quelques années d'utilisation, nous devions nous en procurer un autre, histoire de maintenir la production sur les lignes de montage.

La société dans laquelle nous vivons, en encourageant le gaspillage, produit des millions de tonnes de déchets par année. En 1989, par exemple, la Ville de Montréal a produit 1 149 100 tonnes métriques de déchets solides. Approximativement 1 tonne de déchets par citoyen!

Prise de conscience tardive

Ce n'est cependant qu'au début des années 80 que la population, en général, s'est inquiétée de cette situation. Il y avait bien eu, au début des années 70, quelques efforts des mouvements écologistes (dont la Journée de la terre) afin de sensibiliser les gens aux problèmes engendrés par la surconsommation. Il aura fallu attendre une catastrophe pour que l'opinion publique nord américaine comprenne vraiment l'importance d'une saine gestion de notre production matérielle. Au début de l'année 1981, des dizaines de citoyens de «Love Canal», dans l'état de New York, tombèrent malades sans raison apparente. Ils apprirent, après enquête, que leur quartier résidentiel était construit sur un ancien site illégal d'enfouissement de déchets dangereux...

Cette affaire juxtaposée aux nouvelles connaissances en rapport avec l'enfouissement amena le débat sur la place publique.

L'émanation de biogaz était maintenant connue et reconnue comme toxique et dangereuse. La possibilité de contamination des nappes d'eau souterraines souleva également beaucoup de questions. Les problèmes liés à la «production de masse» des déchets sont rapidement devenus un sujet à la mode que les politiciens ont fait leur, dans les discours électoraux.

Les premiers pas en matière de recyclage

C'est à cette période que l'administration Doré prit le pouvoir à l'hôtel de ville de Montréal. Le co-président de la coalition Action RE-buts de Montréal se souvient de l'ère Doré: «Cette administration ne considérait pas la gestion des déchets comme une priorité. Elle a bien mis sur pied quelques projets pilotes très intéressants mais n'est jamais allée plus loin» soutient-il. L'administration du RCM a été à l'origine de quelques projets pilotes de compostage, de cueillettes de carton dans les commerces. Le recyclage des sapins de Noël fut un des bons coups de cette administration en matière de recyclage. C'est également l'administration du RCM qui a mis sur pied la cueillette sélective à Montréal. «En 1984, ils avaient promis que chaque foyer aurait accès à la cueillette sélective dans les 10 prochaines années. En 1994, deux tiers des résidents n'avaient pas encore de cueillette. Ils n'ont donc pas tenu leur promesse» explique Michel Séguin.

En matière de promesses, l'administration Bourque ne laisse pas sa place. Cependant, pour Michel Séguin, c'est la première fois qu'un maire s'engage avec autant de volonté, «c'est un signe positif et encourageant» pense-t-il. Quatre points l'emballent particulièrement:

1. L'administration de Vision Montréal veut diminuer de 40% la quantité de déchets domestiques allant à l'enfouissement d'ici 1998 (2 à 3 % actuellement).
2. Elle veut s'assurer que les déchets produits à Montréal resteront à Montréal.

3. Elle rejette l'incinération comme solution finale
4. Elle veut bannir l'enfouissement organique d'ici 1998.

Existe-t-il une solution ?

Les bonnes intentions de l'administration actuelle ne peuvent, pour l'instant, que réjouir la population montréalaise. Encore faut-il qu'elles se concrétisent. Le manque de structures mais surtout l'inexistence d'un plan d'action inquiète Michel Séguin. «L'administration actuelle ne montre pas son jeu et ne semble pas ouverte à la consultation. Le fait qu'elle centralise toutes les activités entourant la gestion des déchets à la carrière Miron aurait pu être discuté. Mais rien n'a été fait», explique-t-il. Selon lui, la Ville doit considérer que la saine gestion de nos déchets passe par les 3R:

1. Réduction à la source
2. Réutilisation
3. Recyclage

La réduction exige une compréhension de nos habitudes d'achat et de consommation. Le simple fait d'acheter des meubles et des articles ménagers usagés ou munis de garantie de longue durée a un effet sur le volume de déchets. La consommation de produits réutilisables au détriment de produits jetables comme des rasoirs, crayons, briquets et ustensiles doit être priorisée. Par exemple, en recyclant une tonne de papier journal récupéré, ce sont 17 arbres qui seront épargnés et resteront dans nos forêts.

À Montréal, selon une étude du Groupe de recherche et d'analyse interdisciplinaire en gestion environnementale (GRAIGE) de l'UQAM, 81,2 % du sac vert est soit réutilisable, recyclable ou compostable.

Les solutions du passé ne sont pas celles de demain

Pour plusieurs citoyens, les déchets disparaissent au moment où ils les déposent sur le trottoir. A Montréal, deux organismes contrôlent la gestion des déchets: la Ville de Montréal et la Régie inter-

municipale de gestion des déchets de l'île de Montréal (RIGDIM). L'incinération et l'enfouissement ont trop longtemps été les solutions privilégiées par ces deux organisations. Il ne serait pas faux de dire que le Québec est la province où la réglementation en matière de déchets est la plus faible. Il n'est alors pas surprenant de constater que la gestion des déchets est entre les mains de compagnies privées. Ces dernières exercent donc, par leur lobbying, des pressions importantes lorsque vient le temps de privilégier l'enfouissement et l'incinération. Cela ne serait pas cendres aux yeux de prétendre qu'on a beau brûler des matières dangereuses, il en restera toujours des résidus et ces derniers seront toujours toxiques. Sous forme de cendres ou de fumées.

Consensus idéologique

À l'automne 1994, une table de concertation autour, de laquelle étaient assis les principaux acteurs du monde des déchets de la communauté urbaine de Montréal, en est venue à un consensus important: la gestion des déchets doit se faire en fonction des 3R.



Les écoquartiers

Selon Michel Séguin, l'important est de sensibiliser la population aux problèmes qu'engendre la consommation et aux solutions à prioriser. L'administration actuelle s'appête à mettre sur pied un projet qui se déroulera dans 17 districts. Les écoquartiers donneront des outils à différents groupes communautaires afin qu'ils puissent sensibiliser la population en matière de réduction, récupération et recyclage de nos produits de consommation. Ainsi la population sera à même de comprendre la gestion des déchets. Les programmes de cueillette sélective, qui rejoignent environ 40% de la population montréalaise actuellement, pourront alors être maximisés et correspondrent aux

besoins des gens du quartier desservi. Un quartier ayant une forte incidence de personnes âgées pourra alors être desservi par un programme de recyclage de sacs à ordures au lieu de gros bacs verts, trop lourds pour eux.

Tous les citoyens seront alors en mesure de comprendre toute l'importance que prend le gaspillage dans leurs habitudes et pourront trouver des solutions communes aux problèmes de la gestion de leurs déchets. L'important est de ne pas oublier qu'une série de petits gestes de notre part a une incidence sur notre milieu de vie et celui des générations futures.

Nous désirons remercier Action RE-buts pour leur précieuse collaboration.

Garbage: The Waste Syndrome

BY ALAIN LABELLE

We live in a consumer society. Almost nothing in it was built to last more than a dozen years. The car, the fridge, the hairdryer are all products with planned obsolescence dates, by which times manufacturers hope to sell us newer, better, less durable replacements hot off the assembly lines.

Our society, by encouraging this kind of waste, produces millions of tons of garbage per year. In 1989 alone, Montreal produced 1,149,100 metric tons of solid garbage—that's roughly one ton per person.

Too little, too late

It's only been since the early 1980s that the general public has been worried about the situation. Ecological movements tried to raise consciousness at the beginning of the 70s with events such as Earth Day; but it took a near-disaster for North Americans to grasp the importance of proper waste management. In 1981, a dozen or so citizens of the «Love Canal» in upstate New York fell sick for no obvious reason. It was discovered after an inquiry that their suburb was built on the site of an old dumping ground for toxic waste. This affair, juxtaposed with new knowledge of dumping practices, brought the debate into the public eye.

Biogas emanations are now known and recognised as dangerously toxic. Water table contamination is an open question, particularly at election times, when politicians appropriate problems

linked to mass production of garbage for soapbox rhetoric.

Recycling: First Steps

It was during this period that the Doré administration took power in Montreal. Michel Séguin, the co-president of the coalition Action-REbuts recalls the Doré years: «This administration didn't consider waste management a priority. They started some interesting pilot projects—composting, commercial sorting boxes, Christmas tree recycling—“but they didn't come to much. In 1984, the MCM promised that every house would have access to sorting boxes within the next ten years. By 1994 a third of the population still didn't have sorters. They didn't keep their promise.”

When it comes to promises, the Bourque administration has been no better. However, for Michel Séguin, it's the first time that a mayor has pledged himself with such will. «It's a really positive, encouraging sign,” Séguin thinks, mentioning four signals in particular:

1. Vision Montreal wants to reduce the quantity of domestic garbage being dumped by 40% (it is currently 2-3%).
2. It wants Montreal garbage to stay in Montreal.
3. The Bourque administration rejects incineration as a final solution.
4. It wants to ban all ground dumping here by 1998.

However delighted Montrealers may be by Bourque's good intentions, the proof is yet to come.

According to Michel Séguin of Action-REbuts, proper waste management hinges on the three Rs:

1. Reduction at the source.
2. Re-use.
3. Recycling.

Reduction takes awareness of our habits as buyers and consumers. Buying used furniture and household articles would reduce amounts of garbage considerably. Re-usable products could be substituted for disposable razor blades, lighters, pens, etc. And by recycling a ton of old newspapers, we could save seventeen trees...

According to a study done by the Groupe de recherche et d'analyse interdisciplinaire en gestion environnementale (GRAIGE) at the University of Quebec at Montreal, 81.2% of the contents of those green garbage bags is re-usable, recyclable or compostable.

Tomorrow's solutions won't be those of the past

For most people, garbage disappears as soon as it's put out on the sidewalk. In Montreal, two agencies control waste management: the City of Montreal and the Régie intermunicipale de gestion de déchets de l'île de Montréal (RIGDIM). Both have been granted incineration and dumping privileges. Of all the provinces, Quebec has the most environmentally-lax garbage regulations; it's hardly surprising, therefore, to find that Montreal waste management has been placed in the hands of private contractors. By means of tireless lobbying, these companies have considerable clout when those privileges are handed out. These days, if smoke gets in your eyes it may be toxic.

Consensus of ideologies

In the fall of 1994, Montreal community groups concerned by present systems of waste management held a conference to discuss possible alternatives. Consensus was reached that proper garbage disposal MUST be a function of the three Rs.

Ecodistricts

According to Michel Séguin, what's important is to make people aware of the problems of consumption and to teach them to make solutions a priority. The current administration is preparing to launch a project in seventeen districts. Ecodistricts will provide the tools for community groups to sensitise people in their areas to reduction, re-use, and recycling of consumer products, thus taking responsibility for their own waste management. Sorting programmes, which reach about 40% of Montrealers now, will be expanded and tailored to correspond to the actual needs of the community they serve. A community in which many seniors live might choose to recycle using garbage bags instead of the heavier green sacks which would be difficult for them to lift.

When citizens understand the part they can and do play in garbage management, and the importance of reducing waste, they will be able to create common solutions of considerable longterm significance. We have to remember that small steps now have an impact on the future for generations to come.

We wish to thank Action RE-buts for their help.

CORDONNERIE SHOE REPAIR
DEPUIS 1930 SINCE

RÉPARATION TOUT GENRE D'ARTICLES EN CUIR
ALL KINDS OF LEATHER REPAIRS
VESTES & FERMETURES ÉCLAIRÉS * JACKETS and ZIPPERS

20 ST. CUTHBERT (COIN ST. LAURENT)
MONTREAL, QUEBEC H2W 1L3

Café-restaurant
LA FIESTA

TRAITEUR
Mets mexicains • Tacos •
Tamales • Petites
bouchées mexicaines
Ivonne Morales
Carlos Vazquez

Ouvert de 8 h à 19h
du lundi au vendredi
Spécial du midi
4 85 \$

3680, Jeanne-Mance, Montréal Qc H2X 2K5 • (514) 951-2516

MAINTENANT SUR DEUX ÉTAGES **COPIESSOURCES** À CÔTÉ DE LA BOULANGERIE ST-LAURENT

OUVERT 7 JOURS

COPIES COULEUR
SORTIES DISQUETTES (FIERY)
Canon CLC 700 & 800
PHOTOCOPIES LIBRE SERVICE
LOCATION DE MAC (POWER PC 7100)

LUNDI AU VENDREDI DE 8H30 À 22H
SAMEDI & DIMANCHE DE 10H À 18H

3822, BOUL. ST-LAURENT 982-9435

L'EXCELLENTE OCCASION

ACHAT ET VENTE

Meubles anciens
Lampes, Courte-Pointes
Damiers, Vaisselles

Armoires de Pin
Canard de bois
Tables, Chaises, Jouets, etc...

Serge Laurin
163, Mont-Royal Est, Mtl

842-7403

Gerassimo coiffure

POUR HOMME / FOR MEN
SUPER lavé/coupé 12 \$
SPÉCIAL wash/cut
Coupe simple / Plain cut 9 \$

POUR FEMME / FOR WOMEN
Permanente / Perm. 29.95 \$
Coupe simple / Plain cut 12 \$

Alain • 843-6685
2123 Boul. St-Laurent, Mtl

ERRATUM

En page 6 de notre édition de mai 1995, la caricature aurait dû porter la mention suivante: Reproduit avec la permission de R.K. Studios Ltd. et David Shaw, Toronto. Paru dans Our Times, Oct. 1990.

Nous regrettons cette omission. On page 6 of our May, 1995, issue, the caricature should have carried the following credit: Reprinted by kind permission of R.K. Studios Ltd. and David Shaw, Toronto. Appeared in Our Times, Oct. 1990.

We regret the omission.

AU 2^{ÈME} COIFFURE / ESTHÉTIQUE

Pose d'ongles 35 \$ • Facial 20 \$ • Épilatoire à la cire 1/2 jambe 12 \$
Électrolyse 32 \$ l'heure • distributeur de produits SOTHY'S

COIFFURE: LAVÉ, COUPÉ, PLACÉ: hommes 17 \$, femmes 25 \$
Aucune taxe sur produits et services
3414 ave Du Parc, suite 220 (Coin Sherbrooke) ☎ (514) 843-6268

CCMP Comité des Citoyens(ne)s de Milton-Parc
Milton Park Citizens' Committee

September 8 and 9 **BAZAR** 8 et 9 septembre

Nous avons besoin des vêtements, jouets, objets qui ne vous servent plus
We need your used household items, clothes, toys, etc...

Pascal ☎ 845-3133 • Arthur ☎ 843-9796

6 • PLACE PUBLIQUE • Vol. 2, n° 5 • Juillet 1995

Juliet 1995 • Vol. 2, n° 5 • PLACE PUBLIQUE • 7



Notes communautaires

- On demande à toute personne ayant des informations ou des souvenirs au sujet de la Maison Vennat, ancien centre de la broderie du Québec de la rue Saint Denis, de contacter d'urgence Johanne Watkins, 1458 rue du Rivage, Saint-Antoine-sur-Richelieu, JOL 1R0, téléphone (514) 787-2260 pour un projet de recherche.
- Le centre interculturel Strathearn, 3680 rue Jeanne Mance, reçoit une exposition itinérante d'artistes canadiens-mexicains El Jacal, du 15 juin au 30 juillet 1995. Paper Wings (ailes de papier) est un groupe d'une douzaine d'artistes d'art visuel québécois et mexicains, travaillant ensemble pour renforcer la communication et les liens culturels entre le Mexique et le Québec. Pour plus d'informations, appeler Anne Massicotte au (514) 982-1812.
- Héritage Montréal, 1181 rue de la Montagne, a une série d'ateliers d'architecture et des circuits touristiques dans plusieurs quartiers de Montréal. Pour informations ou abonnements, contacter le (514) 875-2985.
- Venez célébrer les 100 ans des rayons X de Roëntgen. Le musée McCord, 690 Sherbrooke Ouest, 398-7100, y consacre une exposition spéciale du mardi au dimanche, de 10 à 18 heures. Le jeudi de 10 à 21 heures (gratuit entre 18 et 21 heures)
- Anyone with information about, or memories of, Maison Vennat, on Saint Denis Street, once the embroidery centre of Quebec, is urgently requested to communicate with Johanne Watkins, 1458 Du Rivage, Saint-Antoine-sur-Richelieu, JOL 1R0, tel. (514) 787-2260, for a research project.
- The Strathearn Intercultural Centre, 3680 Jeanne-Mance, hosts a travelling exhibition of the Canadian-Mexican artists' collective El Jacal from June 15th to July 30th, 1995. Paper Wings is a group show of a dozen Quebec and Mexican artists working together to strengthen communication and cultural ties between Mexico and Quebec. For more information, please call Anne Massicotte at (514) 982-1812.
- Heritage Montreal, 1181 Mountain Street, has a full range of architectural workshops and walking tours of various Montreal districts. For more information or subscription please call (514) 875-2985.
- Come celebrate 100 Years of Roëntgen's X-Rays! The McCord Museum, 690 Sherbrooke West, 398-7100, presents a special block, bluster exhibition. Tuesday - Sunday, 10-6; Thursdays 10 - 9 (free 6-9).

Community Notes

les oubliettes brocante

Lampes à l'huile minérale
Dinosaures en cuir faits à la main
Vente et achat de meubles et bibelots

Patrick, Lucie et Guy
1816 Laurier Est ☎ 524-8159

Espace de bureau à louer / Office space for rent

Avenue du Parc entre Avenue des Pins et rue Milton
On Park Avenue between Pine and Milton
5\$ du pied carré - grandeurs différentes disponibles
5\$ per square foot - different sizes available
Gestion Pierre Roy • 640-5563

Espaces de garage à louer / Garage spaces for rent

À l'intérieur d'un édifice chauffé • Inside heated building
Coin / Corner Park et des Pins
105\$ par mois / per month
François Brien • 282-0147

Le «Nickburger» résiste aux modes

PAR ALAIN LABELLE

Il y a ces restaurants qui ferment leurs portes quelques semaines après les avoir ouvertes. Le temps d'y perdre ou d'y gagner quelques dollars. Et il y a ceux qui durent, qui résistent aux modes et aux récessions. La restauration, à l'image du «star system», peut compter sur quelques intouchables comme Place Milton, propriété de Nicolas Arniotis, alias NICK.

Nick travaille au restaurant familial depuis le tout début, soit en 1964. Adolescent, il y aidait sa mère et graduellement, il a pris les rennes. Mais sa mère n'a pas pris sa retraite pour autant! Madame Pauline, malgré ses mystérieux soixante ans (!!!), travaille toujours au restaurant trois jours par semaine. Question de se garder en forme...

Qu'est-ce qui fait le succès du restaurant? L'esprit familial, vous répondra Nick sans hésiter. «Certains de nos clients viennent manger ici régulièrement depuis 25 ans! Nous discutons politique, échangeons des conseils, nous réconfortons lorsque quelque chose ne va pas. Nous sommes une grande famille».

Nick en a vu de toutes les couleurs, depuis 31 ans. Des «hippies» aux «preppies», des hommes en «veston cravate» aux rockers, toute sorte de monde a mangé un bon hamburger de Place Milton! Malgré toutes les chicanes de ménages, les adieux difficiles, les discussions animées, Nick n'a jamais décroché le combiné pour

appeler la police. «Nous sommes très chanceux. En trente ans, personne ne s'est étouffé, n'a eu de malaise cardiaque ou a fait le trouble ici» s'exclame Nick, heureux de ce constat.

Il se rappellera toujours de cet après-midi de juillet 1981 lorsqu'il servit ce visage familial qui s'avéra être Shirley McLain. Satisfaite du service, elle lui a même envoyé des billets pour assister à son spectacle.

Nick et sa mère Pauline et Rosa (qui travaille au restaurant depuis 20 ans!!!) vous attendent à Place Milton où vous pourrez prendre un bon repas sur leur belle petite terrasse intime. ♦



“NickBurgers” Forever

BY ALAIN LABELLE

Some restaurants close their doors weeks after opening – time enough to make or lose a little money. Then there are those which last, untouched by trends, recession-proof. The restaurant “biz” has a few such “stars” – survivors like Place Milton, owned by Nicholas Arniotis, known in the neighbourhood as Nick.

Nick's worked in the family restaurant since it opened in 1964. As a teenager he helped his mother and gradually took over the reins... Not that one should discount his mother! The indomitable Pauline still works at the restaurant three days a week just to keep her hand in.

What makes Place Milton succeed while others fail? “Family spirit,” replies Nick without hesi-

tation. “Some of our clients have been eating here regularly for twenty-five years. We talk politics, give advice, and listen when things don't go so well. We're like a big family.”

Nick's seen it all in thirty-one years. Hippies. Preppies. Suits. Rockers. Everybody loves a good burger at Place Milton... And despite domestic spats, tearful goodbyes and lively discussions that get out of hand, Nick has never had to call the police. “We've been lucky. In thirty years nobody's died, or had a heart attack, or made trouble here,” Nick is happy to report.

He'll never forget that July afternoon in 1981 when Shirley MacLaine walked in. She was so pleased by the service that she gave Nick passes for her show!

Nick and Pauline and Rosa (who's worked there for twenty years and knows EVERYBODY) invite you to come check out Place Milton and dine on their cool, intimate terrace...! ♦

LIBRAIRIE



LE PLAISIR DE LIRE

LES GALERIES DU PARC

3575 AV. DU PARC

MONTRÉAL (QUÉBEC)

H2X 3P9

TÉL: 514.845.1295

FAX: 514.845.3069

MONTY RAIDER

Propriétaire / Owner



Moi, ma santé

PAR SERGE MONGEAU

La chronique de Serge Mongeau vous est gracieusement offerte par les Éditions ÉcoSociété et est tirée du livre du même nom

Ma conception de la santé est fortement personnalisée; cependant, je ne la perçois pas comme individualiste, au sens où elle ne dépendrait que des actions de l'individu. Certes, celui-ci a un rôle de premier plan à jouer dans sa santé, mais il doit pouvoir compter sur un milieu favorable pour y parvenir. Nous vivons en société et nos décisions sont fortement influencées par les valeurs dominantes. Comment, par exemple, demeurer insensible à toute cette publicité qui, si habilement, tente d'orienter nos divers comportements? Dans une société où on valoriserait la santé, tout devrait être mis en oeuvre pour favoriser une véritable liberté de choix, donc que les individus y aient accès à une bonne formation générale ainsi qu'à une information complète. De plus, on devrait y faire des efforts pour permettre le développement des facteurs qui peuvent contribuer à la santé tout

en tentant d'éliminer ou de minimiser l'impact de ceux qui peuvent lui nuire.

Dans une société qui valorise la liberté, la responsabilité des individus s'avère particulièrement importante, car les options possibles sont multiples. Pour parvenir

à s'épanouir pleinement, l'individu doit d'abord se fixer des objectifs réalistes qui tiennent compte de ce qu'il est vraiment; nous ne possédons pas tous le même potentiel et, par conséquent, ne pouvons tous nous développer dans le même sens. Cependant, l'individu

qui désire s'épanouir doit répondre à tous ses besoins. Nous reviendrons plus loin sur ce que j'appelle les piliers de la santé.

La société n'est pas une créature autonome et indépendante: nous dépendons de la société dans laquelle nous vivons et nous subissons son influence, mais, en même temps, nous sommes une partie de cette société et la construisons à notre image. Nous sommes des êtres essentiellement sociaux et ne

pouvons l'ignorer impunément. Notre épanouissement requiert des conditions favorables et nous pouvons aider à nous donner ces conditions en contribuant à modifier la société pour qu'elle devienne un lieu d'épanouissement. Le simple fait de changer soi-même provoque déjà un changement dans la société; et quand c'est volontairement qu'on tente de provoquer des changements, on est alors plus efficace encore. ♦



L'individu a un rôle de premier plan à jouer dans sa santé, mais il doit pouvoir compter sur un milieu favorable pour y parvenir.

Certainly each of us has a responsibility to maintain his or her own health, but we need a favourable climate to support us.

les Éditions
Écosociété

Me & My Health

BY SERGE MONGEAU

This chronicle by Serge Mongeau is graciously offered by Éditions ÉcoSociété and is taken from the book by the same title.

My conception of health is deeply personal, although I don't think of it as individualistic, because it doesn't depend upon my individual actions. Certainly each of us has a responsibility to maintain his or her own health, but we need a favourable climate to support us. We live in a society and are thus strongly influenced by its domi-

nant values. How, for instance, can we resist being affected by advertising, which insidiously modifies our behaviour? If health were important in this society, everyone would receive good general training and all available information. We'd all do our best to develop good habits and stamp out bad ones, while creating an environment which would reinforce our sense of well-being.

In a society which prizes freedom, individual responsibility becomes particularly important, because we have so many options. We have to set realistic goals for ourselves at the outset, which take

into account who we really are, since we don't all have the same potential and don't necessarily develop in the same way. Nevertheless, in order to develop fully we must balance all our needs.

Society is neither autonomous nor independent: we depend on it, insofar as we live and submit to its influence. Paradoxically, we are also a part of society, able to construct it in our own image. We are essentially social beings, and cannot ignore the fact without consequences. We need favourable conditions in order to thrive; but we can provide them by changing society so that it will promote our growth. This simple act of changing oneself changes society; and when one sets out with a will to change one becomes powerful. ♦

• *En encourageant nos annonceurs, nous appuyons le commerce local et le maintien des emplois dans notre quartier.*

VIVRE PLACE PUBLIQUE

• *Faites connaître vos services en plaçant une annonce dans notre journal de quartier.*



Nicole Pageau
marketing
☎ 844-6917 / 0391
Fax 849-3109

Santé Capillaire

PROGRAMME DE SOINS CAPILLAIRES NATURELS

Micheline Grimard
Infirmière Naturothérapeute

30 années expérience santé dont
5 années expérience capillaire

Mtl.: ☎ 289-9762 Rive-Sud: 446-6100

 **LOUISE PARENT**

facilitatrice de résultats / results facilitator
(514) 482-1643

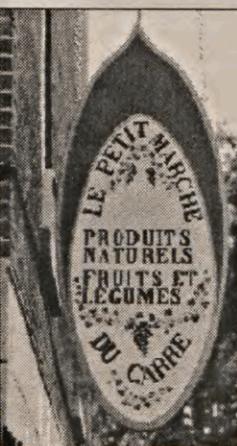
- alignement corporel
- intégration des hémisphères cérébraux: stress avec chiffres, lettres, locomotion, concentration et créativité
- libération émotionnelle
- contrôle des facultés psychiques
- Acupuncture nutritionnelle
- Activité physique: poids, entraînement, cardio...

Institute of Higher Healing Results System
Éducatrice physique

 **Pauline Lafrenière**
Infirmière soins des pieds

- Coupe des ongles
- Soins des ongles incarnés
- Cors et durillons
- Calosités, crevasses
- Pieds diabétiques
- Massage
- Enseignement, prévention

514-284-3871 Membre: O, i, iQ, / A i i 5 PQ

 **le petit marché du carré**

Organic fruits & vegetables
Jus frais / Fresh juices
Herbe de blé / Wheatgrass

Comptoir lunch counter
8h à/à 24h ☎ 284-1706
223, Prince-Arthur Est



HISTOIRE DE MILE-END STORY OF MILE END

Les sports à l'honneur

PAR CHRIS SCHOOF

Les courses de chevaux au parc Decker

Le parc Decker, un grand hippodrome, ouvrit ses portes au cours de l'été 1871. Il était à l'extérieur du quartier que nous appelons maintenant Mile End, mais les journaux de 1871 en parlent comme d'un lieu «situé au Mile End». Un plan des fortifications militaires datant de la même année montre que le parc Decker était juste à l'est de la rue Saint-Denis et juste au nord de l'avenue du Mont-Royal. Le champ de courses était apparemment bien nivelé et bien clôturé. Selon le *Canadian Illustrated News* du 5 août 1871, on y trouvait une grande tribune

«admirablement construite et aménagée». Les spectateurs qui venaient de la ville pouvaient emprunter la ligne de la City Passenger Railway, dont le terminus était situé à l'angle du boulevard Saint-Laurent et de l'avenue du Mont-Royal. Le propriétaire de l'hippodrome, M. Decker, possédait également un hôtel qui portait le nom d'Albion House, en 1871, ainsi que ce qui était peut-être un second hôtel (ou le même), le Montreal House, en 1873.

Les courses inaugurales se déroulèrent durant quatre jours, en 1871. De nombreux amateurs de courses vinrent de divers coins des États-Unis et du Canada pour assister à l'événement. On enre-

gistra chaque jour de l'inauguration de deux mille à trois mille entrées. Les chevaux gagnants de chacune des courses rapportèrent de 100 \$ à 650 \$ à leur propriétaire, des sommes considérables en 1871!

On dut interrompre les courses à cause des pluies torrentielles dont les Montréalais ont souvent fait l'expérience en juillet. Mais auparavant, les spectateurs montrèrent leur générosité en organisant spontanément une collecte qui permit de recueillir 150 \$ pour M. Ingalls, un conducteur blessé dans un accident au cours d'une des courses, qui, courageusement, s'était rendu jusqu'à la ligne d'arrivée.

Les courses se poursuivirent au parc Decker jusqu'au milieu des années 1870. Interviewé en 1938, alors qu'il avait plus de quatre-vingt-dix ans, Téléphore Hogue,

ancien propriétaire d'un hôtel du Mile-End, raconte qu'il a gagné pas mal d'argent en pariant sur un cheval appelé «Mile End Boy».

The Mile End as a playground

BY CHRIS SCHOOF

Horse Racing at Decker Park

Decker Park, a large horse racing track, opened in the summer of 1871. Although located outside the area we today would call Mile End, newspapers of 1871 refer to it as "situated at Mile End". The Military Fortifications map from 1871 shows its location just east of St. Denis Street and just north of Mount Royal Avenue. The course was apparently well graded and well fenced in. It also included a large grand stand which the *Canadian Illustrated News* described as "admirably built and fitted up" (August 5, 1871). Visitors from the city could reach the grounds on the City Passenger Railway, whose line ended at the corner of St. Lawrence Boulevard and Mount Royal Avenue. Its owner, Mr. Decker, was the proprietor of a hotel identified as the Albion House in 1871 and of what might or might not be a second hotel, the Montreal House, in 1873.

The inaugural races were held over four days in 1871. Horse race enthusiasts from the United States and Canada came to the city in great numbers for the event. Attendance each day of the event ranged from 2,000-3,000. The winning horses in each race took home between \$100 and \$650 for their owners, certainly not a small amount for 1871.

The races were interrupted by the torrential downpours that Montrealers of all times learn to expect in July. Also, in a move that might or might not happen today, the spectators showed their generosity when they spontaneously took up a collection of \$150 to give to a Mr. Ingalls, a driver who was injured in an accident during one race, but courageously finished nevertheless.

Races continued at Decker Park through the mid-1870s. In an interview in 1938, Téléphore Hogue, a former hotel owner in the Mile End district and then well into his nineties, remembered winning a fair amount of money on a horse called "Mile End Boy".

26 000 \$ EN PRIX*

CINÉMA GRANDIOSO

GIORGIO

Grand Prix Superstar
Tirage d'un splendide Suzuki Sidekick JA '95 Édition spéciale Grandioso

Au pays des stars
Tirage d'un voyage d'une semaine pour deux personnes à Hollywood en Californie

Un grand concours avec plus de 26 000 \$ en prix* à gagner.
À l'affiche jusqu'au 13 août

Chez Giorgio
862 Ste Catherine E.
Montréal
Tél.: 288-7251

À collectionner
Jeu de 4 sous-verres collection Cinéma Grandioso
99¢ plus taxes

Box Office
Tirage de 25 collections de 10 des plus grands succès du cinéma sur vidéocassettes

Les yeux Grandioso
Tirage d'un écran géant (50 pouces) de marque Hitachi

Coupon-vedette Grandioso
À chaque visite, obtenez des coupons-rabais pour des plats de stars

Marilyn et cie...
4 T-shirts collection Cinéma Grandioso
5,95\$ chacun plus taxes

* Consultez le règlement officiel dans les restaurants Giorgio participants



ANNONCES PUBLIQUES

5\$ POUR 90 CARACTÈRES. 844-6917.

À louer

4.1/2 rue Casgrain, libre, RdC 395\$/mois, rénové et peint, métro Laurier, tél. 468-2567.

Berri-UQAM, 1.1/2 meublé chauffé, tranquille propre, à partir de 345\$, 892-0697. 843-3313. 282-1584.

App. 2.1/2, vue superbe, 175 Sherbrooke ouest, 17ème étage, vue montagne et centre ville, 400\$ tout inclus. 985-2674 Daniel.

Offres d'emploi

CSF. MARKETING recherche personnes dynamiques et ambitieuses pour développer un concept international en pleine expansion. Visez votre sécurité financière. Pour rendez-vous boîte vocale (514) 897-2383.

Services

Pet sitting dog walking in my home by a caring mature person. Arthur 843-9796. Leave message.

Gardiennage responsable garderait enfants chez elle, quartier Maisonneuve (Iberville). Tél. 525-9794 Hylde Oliviera.

RENAUD DUPONT

masseur diplômé, coin Prince Arthur et St-Urbain.
Tél 284-5616 rép.

Denise et Hélène Adam, naturopathes diplômées, chroniqueuses à la radio. Tél 286-0048. Ateliers Santé, consultations, cours spécialisés, soupers conférences.

BERRI-UQAM

app., studios, chambres, 100% rénovés, ascenseur, insonorisation, serv. conciergerie, poêle-frigo. À partir de 240\$. tél. 843-7642.

CENTRE CONSEIL-GROSSESSE

876-4564

Pregnancy counselling center Enceinte? Inquiète? Appelle-nous!

Infirmière, Claudine Beaulieu, soins des pieds, domicile, clinique, institution, cors, durillons, callosités, coupe des ongles. Tél 729-4943, rép.

Christine Bélanger, massages thérapeutiques néo-reichienis, shiatsu suédois énergétique. 523-9761.

Massages suédois professionnels et thérapeutiques. Anthony tél: 845-9842.

Soins des pieds. Maux de pieds. Entretien bienfaits. Soins des ongles. Massages des pieds. Énergie aux pieds. Pieds : racines sur la terre. Hygiène sur les soins des pieds. Sylvie Marié. Tél 523-9146.



La criminalité dans le voisinage: que pouvons nous faire?

PAR VIRGINIA NIXON

Voici le dernier de trois extraits d'une lettre remise à la Police de Montréal par Virginia Nixon, du Comité des citoyens de Milton Parc.

Quand les gens s'interrogent sur ce qui pourrait être fait, les réponses convergent vers les points suivants :

Une plus grande protection de la part des résidents. Un tour dans le quartier permet de voir la haute incidence des mesures qui ont déjà été prises par les résidents. Eclairage extérieur, barres aux fenêtres, et maintenant, les portes avant des unités de logements multiples sont souvent munies de serrures sécuritaires. Il y a quelques années, elles étaient plutôt rares. Certains ont barré leur cour arrière, même si c'est difficile dans les unités à logements multiples. Le numéro du logement doit être inscrit à l'arrière de la maison. Selon le Constable Martine Millette, il existe de nom-

breux produits utiles capables de décourager les voleurs.

Une attention particulière de la Ville. À la suite des vols commis dans les ruelles, la ville a coupé les arbustes qui garnissaient le coin arrière de notre petit parc pour rendre cet espace visible.

Une plus grande vigilance de la part des voisins. On m'a signalé que, dans plusieurs cas d'effraction, le témoignage des voisins, qui avaient vu quelque chose d'inhabituel, a permis de faire avancer ou d'aider à l'arrestation des malfaiteurs. Les gens deviennent plus avisés. Il n'est pas rare de voir des gens de notre quartier questionner les étrangers qui marchent dans notre rue.

Plus de police. Au printemps dernier, nous avons remarqué la présence bienvenue de policiers à

bicyclette. Pourtant je ne les ai pas vu depuis cette première semaine. Nous voulons voir la police, à pied ou en vélo. Les réponses à nos appels, tout en étant généralement excellentes, ont quelquefois été lentes ou inexistantes. A la mi-avril, j'ai appelé la police un vendredi soir, après avoir vu quelqu'un qui correspondait au signalement d'une personne suspectée de vol sur la rue Sainte-Famille. J'ai attendu une heure. La police n'est pas capable de répondre convenablement à cause du manque d'effectifs.

Une participation plus concrète de la police. Une chose qui a été bienvenue et appréciée est la disponibilité du personnel de la police dont le travail est de collaborer avec les citoyens. Nous tenons à remercier particulièrement le constable Martine Millette (poste 33) qui a rencontré les gens à la réunion organisée par la Coop La tour des alentours, et aussi le constable Louise Genest (poste 25) qui a assisté à la réunion du comité des citoyens de Milton-Parc. Le constable Millette nous a vraiment donné des informations utiles et a parlé franchement et ouvertement des problèmes de notre quartier. ♦

Neighbourhood Security: What Can We Do?

BY VIRGINIA NIXON

This is the last of three extracts from a report that Virginia Nixon, of the Milton-Park Citizens' Committee, made to the Montreal Police.

When people ask themselves what can be done [about neighbourhood security], answers seem to centre around the following suggestions:

Increased resident attention to physical protection. A walk around the neighbourhood shows that precautionary measures have already been taken by residents. Outdoor lighting, window bars, and securely-locked front doors of multiple-unit dwellings are now frequent; a few years ago they were rare. Some people have begun to lock back yards, though this is difficult in multiple-unit dwellings. House numbers should be placed on the rear of houses. According to Constable Martine Millette, there are a number of useful products available that can help to deter thieves.

Increased City attention to neighbourhood protection and maintenance. Following the courtyard entry robbery, the City cut down the shrubs at the back of our little corner park so as to make this area visible.

Increased neighbour awareness. In several recent cases of breaking and entering, the intervention of neighbours on seeing something unusual has led to or aided in the capture of criminals. People are becoming more aware. It is not uncommon for people in our neighbourhood to question strangers when they see them walking in our lane.

More information provided by police. Following the drive-by shooting, I was told of other late-night disturbances with police presence, which were not reported in the newspapers as far as I know. Did they happen? We would like regular monthly reports made available on incidents that take place in our neighbourhood.

Consistent police involvement. One thing we have welcomed and appreciated is having police personnel whose job it is to

get involved with citizens. Our special thanks go to Constable Martine Millette (Station 33), who met with people at a meeting organised by Co-op La Tour des Alentours, as well as attending a Milton Park Citizens' Committee meeting. Constable Millette gave us genuinely useful information and spoke with us frankly and openly about problems in our area. ♦

Vous déménagez?

Contactez Tandem Montréal pour votre sécurité 849-8393



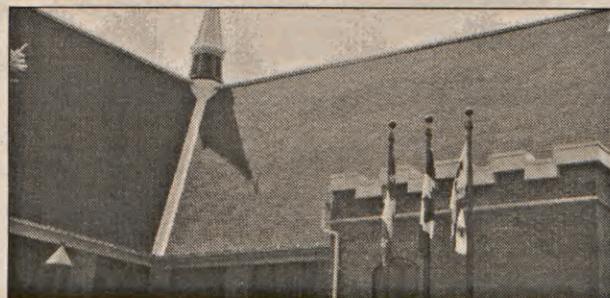
Moving? • Contact Tandem Montréal for your security 849-8393

Chronique Patrimoine

Par DINU BUMBARU

La bibliothèque du Mile-End

En 1987, l'avenir de l'église anglicane de l'Ascension semblait incertain. Les finances étaient lourdes et la paroisse petite. Construite en 1904, l'église est un bâtiment patrimonial qui mérite attention et protection. Son sobre extérieur repose l'oeil de la tourmente des affiches et des panneaux de signalisation avoisinants. Son intérieur est remarquable par ses boiseries, sa charpente et ses vitraux. En 1990, Montréal achète l'église, l'agrandit et y relocalise, en 1993, la bibliothèque du Mile-End, anciennement dans l'édifice moderne près de Fairmount. Jadis mauvais exemple de l'utilisation des fonds publics pour encourager une architecture médiocre, la bibliothèque du Mile-End est un exemple louable de mise en valeur d'un édifice patrimonial rendu utile et accessible.



The Mile-End Library

In 1987, the future of the Anglican Church of the Ascension seemed uncertain. Finances were heavy and the parish small. Built in 1904; the church is a heritage building worthy of attention and protection. Its somber exterior rests the eye amid the posters and the billboards around it. Its interior is remarkable for its panelling, its exposed beams and its stained glass windows.

In 1990 the City of Montreal bought the church, enlarged it, and, in 1993, reopened it as the Mile-End Library, which had occupied a modern building near Fairmount. Formerly a glaring example of public funds being used for mediocre architecture, the Mile-End Library stands out today as a model for saving and recycling our heritage.

Heritage Chronicle

By DINU BUMBARU

L'expression de la liberté c'est: l'épanouissement d'une idée. Et tout épanouissement d'idées élargit les horizons de la pensée. Soutenez la liberté d'expression. Abonnez-vous à **Place publique**.

The flowering of an idea is an expression of freedom. And the free expression of an idea is a widening of the spirit. Support the freedom of expression. Subscribe to **Place publique**.

S.v.p. faire parvenir votre chèque à: Please send your cheque to: Association Place Publique

Nom: _____

Adresse: _____

Code postal: _____ Tél.: _____

☎ 844-6917/0391 fax 849-3109

Place Publique, C.P. 746, Succ. Place du Parc, Montréal (Québec) H2W 2P3



à partir de / Starting from \$195.00

Pour l'installation / For the installation

Plus \$19,95 par mois - contrat 2 ans
per month - 2 year contract

- PANNEAU 6 ZONES
- CLAVIER
- INFRAROUGE
- CONTACT PORTE AVANT
- SIRENE
- OPTIONS ADDITIONNELLES DISPONIBLES
- 6 ZONE PANEL
- KEYPAD
- INFRA-RED
- FRONT DOOR CONTACT
- SIREN
- ADDITIONAL OPTIONS AVAILABLE

3 8 8 • 6 0 5 2

L'Affaire Milton-Parc

PAR CLAIRE HELMAN TRADUIT DE L'ANGLAIS PAR NORMAND LEBEAU

Place publique Milton-Parc vous présente un onzième extrait du livre de Claire Helman: *The Milton-Park Affair: Canada's largest citizen-developer confrontation*. Le livre a été publié en 1987 chez Véhicule Press à Montréal. La traduction a été effectuée généreusement pour le compte du journal par Normand Lebeau, citoyen de Milton-Parc. Si vous n'avez pas lu les dix premiers épisodes, vous pouvez vous les procurer en communiquant avec le journal.

Vous prendrez connaissance, au fil de la présentation de ce livre, de la détermination avec laquelle un groupe de citoyens a défendu son quartier. Les intrigues, les tractations et les pressions reliées à l'évolution de leur lutte contiennent des éléments dignes d'un récit d'espionnage.

11.

LA SAUVEGARDE DE L'ESPRIT COMMUNAUTAIRE

Qu'est-ce qui permet à un mouvement ou à une cause de survivre? Comment garder des idées vivantes sans soutien apparent? Comment les visions peuvent-elles demeurer présentes dans un contexte d'indifférence et d'indolence? Il faut que quelqu'un se souvienne, croie en cette vision, en parle, informe et entretienne la flamme. Dans Milton-Parc, cette personne c'était Lucia Kowaluk. Une fois le procès terminé, alors que d'autres étaient à bout de ressources, Lucia Kowaluk s'impliqua plus que jamais. Elle refusait de considérer le CCMP comme une chose du passé.

Celui-ci était néanmoins sur la pente douce et ne survivait surtout que par son nom. Un nouveau mouvement des plus actifs, le Comité de la rue Jeanne-Mance, commençait à faire parler de lui. Son objectif initial consistait à faire modifier le sens de la circulation autour des tours d'habitation de La Cité. La rue Jeanne-Mance avait subi une modification en raison de la Phase 1 du complexe Concordia et était devenue à sens unique pour les véhicules qui roulaient en direction nord. De plus, les élèves d'une école privée du niveau primaire (anciennement l'école Strathearn) située sur la rue Jeanne-Mance à la hauteur de l'avenue des Pins étaient exposés à de graves dangers car il n'y avait même pas un panneau d'arrêt pour ralentir la circulation effrénée.

Lucia Kowaluk fut à l'origine du comité de rue qui comprenait Bob «La Bicyclette» Silverman, un militant pour les droits des cyclistes; Michael Fish, un architecte impliqué dans la campagne pour la préservation des sites historiques montréalais et Joanabbey Sack, une résidente de la rue Jeanne-Mance qui étudiait la planification urbaine à l'université McGill. Leurs efforts visaient surtout à convaincre la Ville de Montréal de même qu'Immeubles Concordia

d'accorder un meilleur traitement aux résidents de Milton-Parc ou du moins de réduire la circulation dans le secteur.

Afin d'attirer l'attention, le comité de rue employa des tactiques comme pique-niquer au beau milieu de la route, organisa de fausses funérailles et d'autres moyens de ralentir la circulation et de faire connaître leurs revendications aux automobilistes.

Les actions d'éclat du Comité de la rue Jeanne-Mance et d'un autre comité formé à quelques rues de là, générèrent passablement de publicité et firent bouger les autorités municipales. La Ville procéda à la réparation des trottoirs, planta des arbres et ne démolit plus d'autres maisons. De plus, un panneau d'arrêt (et beaucoup plus tard, un feu de circulation) fut installé au coin de Jeanne-Mance et Léo Parizeau où était située l'école primaire. Même si le comité ne parvint pas à réaliser son objectif premier de faire modifier le sens de la circulation, ses réunions, ses bulletins et ses gestes de protestation réussirent à maintenir un certain intérêt pour les questions concernant le quartier.



Photo: David Miller

À la fin des années 60 début 70 on bloquait l'accès de la rue Jeanne-Mance pour protéger les élèves de l'école Strathearn. Les maisons à droite de la photo ont maintenant fait place à la rue Léo Parizeau.

Blocked access to Jeanne-Mance Street protected Strathearn students in the late sixties and early seventies. The houses at the right were later moved to Léo-Parizeau Street.

Entre-temps, toutes les actions des comités avaient fini par ouvrir les yeux des Montréalais, qui se rendirent compte que le progrès ne passait pas nécessairement par le pic du démolisseur. En 1974, le quotidien «The Gazette» publiait une série d'articles intitulée «Montreal at the Crossroads» (littéralement «Montréal à la Croisée des Chemins») portant sur la lutte menée par des regroupements de citoyens, dont le groupe de tête nommé Sauvons Montréal et mis sur pied à l'automne de 1973, afin que l'administration municipale revoie ses politiques de planification urbaine. Lucia Kowaluk représentait le CCMP, alors qu'Andy Melamed et Michael Fish faisaient partie du conseil d'administration.

Le maire Drapeau, pour sa part, parlait de la décision de démolir une partie du secteur Milton-Parc. Lors d'une entrevue pour «Montreal at the Crossroads», il soutenait que les «secteurs avoisinants comme celui de Milton-Parc étaient démolis et qu'ils devaient être réaménagés. Un certain nom-

bre de résidents se voient contraints de déménager, ce qui ne leur plaît guère au départ, mais ils changent habituellement d'idée une fois rendus dans leurs nouveaux domiciles».

Michael Fish répondit au maire par l'entremise d'une Lettre au Rédacteur dans le journal *The Gazette*: Immeubles Concordia et ses partenaires ont fait l'achat de tous les édifices du secteur sans concurrence pendant plusieurs années et les ont laissé se détériorer afin que leur valeur diminue, forçant ainsi les voisins à vendre leurs propriétés, laissant ces autres résidences se détériorer afin que les prix chutent, etc. Le laxisme des autorités municipales, qui ont laissé négligemment se détériorer des édifices privés, a valu au quartier de subir cette navrante transformation. Il s'agit de pratiques commerciales malhonnêtes, dignes d'un vol à main armée et allant à l'encontre des principes de la libre-entreprise.

Il restait maintenant à voir si la Ville protégerait la partie restante de Milton-Parc en adoptant un

nouveau règlement de zonage favorisant des édifices résidentiels moins élevés. Dans une autre lettre, Lucia Kowaluk fait observer que le maire Drapeau semblait avoir oublié qu'Immeubles Concordia avait demandé au Service de Planification Urbaine de la Ville de déclarer le quartier comme un «secteur de renouvellement urbain». Toutefois, après inspection, la Ville avait conclu que ces maisons étaient relativement solides et n'avaient pas besoin d'être détruites.

Elle termina en prédisant: «Une élection nous permettra heureusement bientôt de présenter nos revendications sur la place publique afin de mettre un terme à la destruction de l'héritage architectural de Montréal». 18 candidats du Rassemblement des Citoyens de Montréal (RCM) furent élus lors des élections municipales de 1974, offrant pour la première fois depuis plusieurs années une véritable opposition au Parti Civique du maire Jean Drapeau.

A SUIVRE

LA CAPOTERIE

Condoms • Cadeaux • Humour



3\$
de rabais sur tout
achat de 25\$ et plus
expiration le 31
juillet 1995.

**Ouvert
7 jours
de 10 à 21h**

2061, St-Denis, Montréal
☎ (514) 845-0027

Restaurant

Place Milton

CHEZ NICK

220, rue Milton
Tél.: 285-0011



Petit déjeuner:
de 8h à 11h du lundi au vendredi
et jusqu'à 15h les samedis,
dimanches et jours fériés

Menu des Samedi,
Dimanche et jours fériés:
**PETITS
DÉJEUNERS
ET BURGERS**

Terrasse
maintenant
ouverte
**Apportez
votre vin**

**Du lundi
au vendredi
dès 8h**
**Samedi,
dimanche et
jours fériés
de 8h à 16h**